

Liminaire CSAL du 12/06/25 reconvoqué le 27 juin 2025.

Monsieur le Président,

Alors que se profile la période des congés d'été synonyme de coupure estivale et de repos, le contexte est plus que jamais à la morosité : contexte international instable, restrictions budgétaires en série et attaques en règle de la fonction publique et de ses agents sont devenus le quotidien.

Et, ce n'est pas le choix de la startup Alan en matière de prestation sociale complémentaire qui pourra redonner le sourire aux agents de notre Direction : ce choix n'a fait que provoquer colère et incompréhension des personnels et ce, alors même que cette réforme avait reçu un accueil plus que favorable des agents sur le principe. Ce que les agents ne peuvent accepter, c'est l'entrée d'assureurs à but lucratif sur ce marché au détriment de leurs besoins et au péril des mutuelles de l'économie sociale et solidaire.

Pour l'ensemble des syndicats, Alan, c'est le choix du pire !!

Par ailleurs, alors même que la mise en place des SGC peine à se stabiliser et que le SIP de demain n'est pas encore totalement déployé et apporte son lot de déboires et d'inquiétudes, une nouvelle réforme de structure impactant les PCE et SIE est déjà dans les cartons. Et ne nous voilons pas la face : même si la note de service de SJCF, sortie le 15 mai, ne contient pas le mot « suppression », elle acte bien la fin programmée des PCE et le redéploiement de ses missions et personnels vers d'autres structures.

Nous espérons, qu'à minima, la Direction locale tiendra ses promesses en associant les collègues sur les modalités de cette nouvelle restructuration et en adoptant un calendrier pénalisant le moins possible les agents concernés.

S'agissant des points à l'ordre du jour, une nouvelle vague de mise en place des SIP de demain nous est présentée. Comme nous l'avons systématiquement relevé, cette restructuration ne résoudra cependant pas le vrai problème des SIP d'aujourd'hui et de demain, à savoir, la chute sans fin des effectifs qui dégrade la qualité du service rendu à l'utilisateur et les conditions de travail des agents.

Un bilan chiffré de la campagne d'évaluation 2024 (année de gestion 2023) nous est ensuite communiqué. Son utilité demeure cependant, de notre point de vue, discutable. Selon nous, les marqueurs d'une campagne d'évaluation réussie ne sont, en effet, pas chiffrables et relèvent plutôt de la sphère qualitative : amélioration du dialogue agents-encadrants, valorisation et motivation des agents, reconnaissance de leur investissement, connaissance et acceptation des points de fragilité, définition « partenariale » des objectifs de l'année...

Or, cette année encore, trop d'agents ont vécu leur entretien d'évaluation comme une perte de temps, une discussion à sens unique ... voir nous remontent des propos reçus comme « violents ».

Sans surprise certains résultats de l'observatoire interne de la DGFIP sont alarmants et mettent en lumière la démotivation des agents, le regard négatif qu'ils portent sur l'évolution de leur administration et leur manque de confiance sur leur avenir en son sein.

Les élus de Solidaires finances Publiques vous alertent donc à nouveau sur la situation inquiétante des services et la dégradation des conditions de travail des collègues, agents comme encadrant.

